

Service Prévention des Risques
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/09/2024

Affaire suivie par : Alexandre LION
Téléphone : 04 88 22 62 71
Courriel : alexandre.lion@developpement-durable.gouv.fr
Références : SPR/1121/2024
Code AIOT : 0006401124

**Rapport de l'inspection des installations
classées**

à

Monsieur le Préfet

Objet : Installation de Stockage de Déchets Non-Dangereux exploitée par la SEMAG au lieu-dit « La Malespine » sur la commune de Gardanne - Révision de la zone de chalandise.

Réf. : 1. Courrier du 5 septembre 2024 de la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de Gardanne et sa région demandant la modification de la zone de chalandise de l'ISDND qu'elle exploite
2. Arrêté préfectoral n°1225-2011 PC du 31 août 2011 portant prescriptions complémentaires à la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1 – OBJET DU RAPPORT

Par transmission en référence 1, la SEMAG a transmis à la DREAL un « porter-à-connaissance » en vue de modifier l'autorisation environnementale de son Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDND) situé au lieu-dit « La Malespine » sur la commune de Gardanne.

La modification sollicitée concerne la zone de chalandise de l'ISDND

Le présent rapport examine la demande et propose les suites à donner pour ce projet.

2 – PRESENTATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE

L'ISDND « La Malespine » située sur la commune Gardanne est classée sous le régime de l'autorisation de la rubrique 2760-2 et de la nomenclature des ICPE. Son exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 31 août 2011 sous la rubrique ICPE 2760-2 « installation de stockage de déchets non dangereux ». Elle relève désormais également de la rubrique 3540-1, liée à la directive européenne IED, et à ce titre, du BREF WT (Waste Treatment) qui définit les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour les activités de traitement de déchets.

De plus le site est soumis à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux qui donne les prescriptions générales applicables à ce type d'installation.

La capacité annuelle maximale de stockage est de 53 000 t/an jusqu'au 17 septembre 2028. Sa zone de chalandise actuelle est présentée ci-après.

3 - DEMANDE D'ADAPTATION des prescriptions de l'arrêté préfectoral

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site prévoit actuellement une zone de chalandise principalement dédiée aux cantons proches de Gardanne, pouvant être étendue aux Bouches-du-Rhône et, à titre « exceptionnel », ayant vocation à permettre l'accueil de déchets issus de départements voisins sous conditions strictes.

Cette zone de chalandise est définie par l'article « 8.3.1. - origine géographique des déchets » de l'arrêté susvisé en ces termes :

« a) l'acceptation des déchets est réservée préférentiellement aux communes incluses dans les cantons de Gardanne, Trets, Roquevaire, Saint Maximin et d'Aix en Provence Sud-Ouest.

b) Elle peut être étendue, dans la limite stricte des capacités autorisées du site, aux communes du département des Bouches-du-Rhône.

c) Toute réception de déchets en provenance de départements autres que les Bouches-du-Rhône soit rester exceptionnelle et doit respecter les dispositions précisées ci-après à compter de la notification du présent arrêté.

Information préalable

Pour les nouveaux contrats envisagés après la date de notification de cet arrêté, la réception de déchets en provenance de départements voisins doit préalablement être portée à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation nécessaire (origine et type de déchets, raisons du transfert, principe de proximité, durée et quantité prévisionnelles concernées, réciprocité éventuelle, etc).

Celle-ci est soumise à l'avis du comité de suivi mis en place par arrêté préfectoral dans l'attente de l'approbation du plan d'élimination des déchets et l'accord explicite du préfet.

L'exploitant informe par ailleurs le maire de la commune sur laquelle l'installation qui prévoit de réceptionner ces déchets est implantée.

Conditions à respecter pour la réception des déchets en provenance de départements autres que les Bouches du Rhône

La réception des déchets ménagers (OM) et de déchets assimilés d'origine industrielle et commerciale en provenance des départements voisins est soumise aux conditions suivantes :

- ~ La réception de déchets est soumise au principe de proximité par rapport au lieu de production des déchets ;
- ~ La réception de déchets en provenance d'un département donné (hors Bouches-du-Rhône), objet de la demande formulée auprès de Monsieur le Préfet, est limitée à un an, renouvelable une fois, sur demande motivée de la collectivité qui produit les déchets concernés ;
- ~ le tonnage global annuel de déchets en provenance de départements autres que les Bouches-du-Rhône est limitée à 25 % du tonnage annuel total de déchets reçus sur à partir du 31 décembre 2014.

Ces prescriptions s'appliquent sans préjudice des dispositions édictées concernant l'exploitation du site, en particulier en termes de limites d'autorisation et, le cas échéant, des contraintes imposées à l'installation à d'autres titres.

Elles s'appliquent par ailleurs sans préjudice des orientations qui pourront être prises dans le cadre de l'élaboration ou révisions des plans d'élimination des déchets.

d) L'importation de déchets provenant de l'étranger est interdite. »

La demande de l'exploitant du 5 septembre 2024 vise à faire évoluer la zone de chalandise de son installation, en cohérence avec les dispositions actuellement en vigueur dans le cadre de la planification déchets (voir ci-après) et **d'élargir la zone de chalandise de l'installation (origine des déchets pouvant être stockés) à l'ensemble du bassin provençal.**

4 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les dispositions actuellement en vigueur au travers de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2011, ont été rédigées courant 2011 et s'inscrivent alors dans une logique départementale du fait des modalités applicables à l'époque en matière de gestion des déchets : **compétence des conseils généraux/départementaux** et planification pour la gestion des déchets à l'échelle départementale, au travers des Plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) devenus Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PDPGDND) fin 2011).

Cependant, depuis la loi NOTRe du 7 août 2015 (loi n°2015- 991 portant nouvelle organisation territoriale de la République), la compétence en matière de déchets et d'économie circulaire a été confiée aux Régions qui ont vocation à élaborer un **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)** avec tous les acteurs du territoire. Les modalités de gestion des déchets changent dès lors d'échelle.

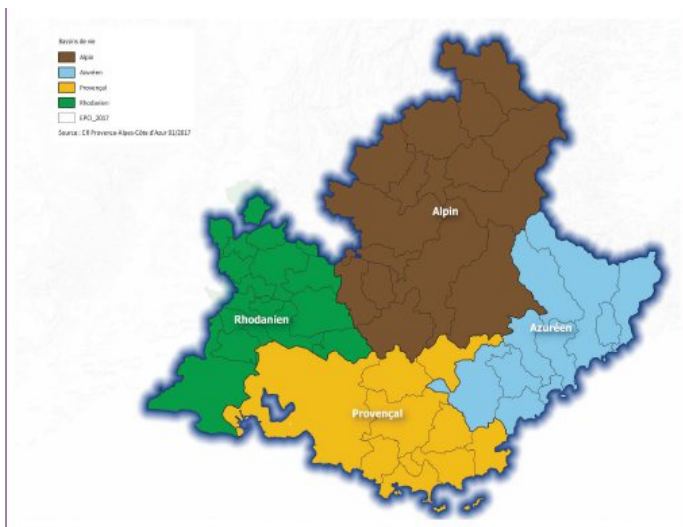
Adopté le 26 juin 2019, le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région PACA est désormais opposable sur l'ensemble du territoire régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il constitue le volet déchets du **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)**. Cette planification, établie par le Conseil Régional, fixe les moyens de réduction des déchets, de recyclage matière et organique et de traitement des déchets résiduels aux horizons 2025 et 2031, conformément à l'article R.541-16 du code de l'environnement. Il définit également des indicateurs de suivi annuels.

Cette planification constitue un outil réglementaire structurant pour tous les acteurs publics et privés du territoire et toutes les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires sur le périmètre de la planification régionale doivent être compatibles avec cette dernière.

Ainsi, le SRADDET PACA, approuvé le 15 octobre 2019 par le préfet de région, organise l'élimination des déchets ultimes en filière de stockage de déchets non dangereux selon le **principe de bassins de vie**.

La région PACA est ainsi découpée en 4 bassins :

- Azuréen (Alpes-Maritimes et est Var)
- Provençal (Ouest Var et MAMP)
- Rhodanien (Ouest Bouches-du-Rhône et Vaucluse)
- Alpin (Alpes de haute Provence et Hautes Alpes)



Ces bassins visent à permettre l'application des **principes de proximité et d'autosuffisance** appliqués de manière proportionnée aux flux de déchets concernés et intégrant **une logique de solidarité régionale** :

- les installations de stockages situées au sein d'un bassin de vie, ont donc vocation à pouvoir réceptionner les déchets ultimes issus de ce même bassin de vie ;
- une possibilité de réception hors bassin de vie est prévue « dans des conditions exceptionnelles » et sous réserve de justification, en application du principe de solidarité.

L'installation de Gardanne était jusqu'à ce jour la dernière installation régionale dont la zone de chalandise n'était pas conforme au SRADDET puisqu'inscrite dans une logique départementale.

Il est à noter que la SEMAG avait cependant déjà sollicité, par courrier du 1^{er} mars 2023, une modification ponctuelle de la zone de chalandise de son installation, en vue de la réception pour 2023 et 2024 de déchets ouest-varois et en particulier issus du SIVED-NG.

Vous aviez confirmé votre accord à cette réception par courrier du 24 mars 2023 et aviez indiqué à l'exploitant qu'une modification pérenne de la zone de chalandise serait actée par voie d'arrêté préfectoral complémentaire en vue d'une mise en conformité au SRADDET.

C'est l'objet du présent rapport.

5. – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Selon l'article L.541-15 du code de l'environnement, le SRADDET est opposable à toutes les décisions publiques prises notamment en matière de déchets. Son annexe « prévention et gestion des déchets » prévoit que la gestion des déchets et le fonctionnement des installations de traitement s'organisent autour de bassins de vie.

A ce titre l'ISDND de la Malespine à Gardanne appartient au bassin de vie « Provençal » regroupant les communes de la Métropole Aix Marseille Provence, ainsi que les EPCI de l'Ouest du Var.

La modification sollicitée, qui ne porte que sur l'origine des déchets, ne constitue pas en soi une extension au sens de l'article R.181-46-1. Elle n'atteint, en outre, aucun des seuils quantitatifs et aucun des critères fixés par arrêté ministériel et n'est pas, non plus, de nature à générer des dangers ou inconvénients au sens de l'article R.181-46-3. Elle peut donc être considérée comme non substantielle.

L'Inspection des installations classées propose donc à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de donner son accord à la demande de la SEMAG. Cette modification de zone de chalandise implique cependant de modifier l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral n°1225-2011 PC du 31 août 2011. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint pour acter cette modification dans des conditions similaires à l'ensemble des autres ISDND de la région.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose d'informer le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement <i>Signé</i> Alexandre LION	Le chef de service de la prévention des risques	Le chef de service de la prévention des risques